



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/25699
29 avril 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : RUSSE

LETTRE DATEE DU 29 AVRIL 1993, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA FEDERATION DE RUSSIE

J'ai l'honneur de vous faire tenir le texte de la déclaration du Président de la Fédération de Russie, B. N. Eltsine, en date du 27 avril 1993, concernant la question du règlement dans l'ex-Yougoslavie.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Y. VORONTSOV

ANNEXE

Déclaration du Président de la Fédération de Russie,
B. N. Eltsine, en date du 27 avril 1993, concernant
la question du règlement dans l'ex-Yougoslavie

Dans sa déclaration du 9 mars, le Président de la Russie avait souligné que le plan Vance-Owen ne laissait place à aucune autre solution et il avait fait observer que toute partie au conflit qui ne l'accepterait pas en principe assumerait une lourde responsabilité.

Aujourd'hui, malgré tous les efforts, ce plan a été rejeté par l'assemblée des Serbes de Bosnie. Il est indispensable qu'une décision plus pondérée soit prise à l'issue de leur référendum sur le plan Vance-Owen qui doit se dérouler à la mi-mai.

La Fédération de Russie ne protégera pas ceux qui s'opposent à la communauté mondiale. Les nationalistes serbes et tous les autres participants au conflit qui misent sur la force se heurteront à une riposte ferme de l'ONU.

Dans les circonstances actuelles, il est particulièrement nécessaire d'assurer l'unité des membres permanents du Conseil de sécurité, de la Communauté européenne, de tous les gouvernements épris de paix et des organisations internationales.

Ce sont précisément ces considérations qui ont dicté nos propositions concernant diverses possibilités d'action telles que la réunion dans la zone du conflit des parties belligérantes sous les auspices des coprésidents et des ministres des affaires étrangères des Etats membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, la mise en place d'observateurs de l'ONU dans les points chauds de la Bosnie-Herzégovine et à ses frontières, et la convocation d'une deuxième session de la Conférence de Londres ou d'une réunion spéciale sur l'ex-Yougoslavie dans le contexte de la sécurité dans l'ensemble des Balkans. Il est temps de prendre des mesures décisives pour mettre fin au conflit.
